

**«Nous avons créé la vie à partir de l'eau», dit le Coran. Le problème, c'est qu'elle fait cruellement défaut à plusieurs.**

PHOTO: SOPHIE BACHELIER



bunal mondial<sup>2</sup>. Raymond Jost, du Secrétariat international de l'eau, un organisme indépendant dont le siège social est à Montréal, croit qu'il faut plutôt capitaliser sur les groupes existants. «Un tribunal international est une belle idée, mais dans les faits ce n'est pas applicable. Je crois davantage à une structure légère, une coordination avec une vision globale de l'eau et une force de persuasion, surtout pour les fleuves transfrontaliers.»

#### PENSER GLOBAL

L'approche intégrée pourrait s'avérer le meilleur moyen d'éviter les guerres, extérieures ou intérieures. Promue par des écologistes mais aussi par le Secrétariat international de l'eau, la gestion intégrée des cours d'eau implique une concertation entre tous les bénéficiaires d'un même bassin versant. À une même table, on doit s'entendre sur les travaux devant bénéficier à tous-tes: du groupe promoteur aux gens des bidonvilles.

Dans plusieurs pays du Tiers-Monde, «on ne peut pas parler de l'eau sans se préoccuper de la cueillette des déchets», note Normand Brunet, consultant pour le Secrétariat. «Par exemple, en Guinée-

Conakry, les caniveaux pour la pluie récoltent aussi les déchets et deviennent de véritables égoûts à ciel ouvert.» Approche globale, la gestion intégrée implique donc une intervention sur des problèmes connexes à l'eau.

Troisième avenue de pacification, celle du développement de nouvelles sources d'eau potable. Après les coûteux et réels projets de désalinisation d'eau de mer, le transport d'un glacier de l'Antarctique vers l'Arabie et le potager de Kadhafi en plein désert, l'imagination est au pouvoir. Raymond Jost rappelle ironiquement que «si tout l'argent qui a été investi dans la Tempête du désert (guerre du Golfe) avait été investi à résoudre les problèmes d'approvisionnement en eau, le problème serait pratiquement résolu dans le monde entier».

À défaut d'eau, ce jeune Africain utilise l'urine d'un animal pour se laver les cheveux.

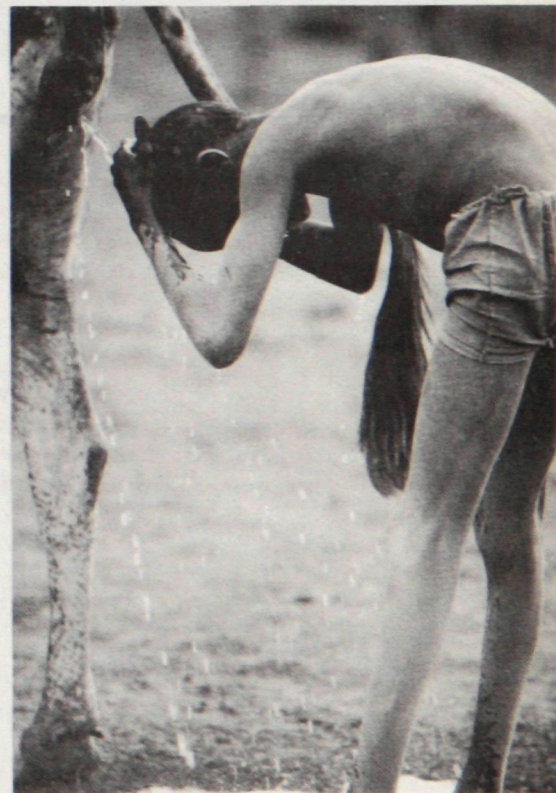


PHOTO: KAZUYOSHI NOMACHI

Les tensions sont parfois intérieures. Ainsi, dans la banlieue de Dakar, au Sénégal, depuis la privatisation des «bornes fontaines» en 1987, le prix de l'eau a grimpé démesurément. Incapables de payer, les gens se sont tournés vers des sources impropres à la consommation. Mis au courant du programme «eau populaire», des Dakarais-es ont participé à la construction d'un réseau de 38 «bornes fontaines» communautaires. Le projet, supervisé par ENDA Tiers-Monde, une organisation non-gouvernementale, implique une forte participation physique et matérielle de la population locale. Des fontainiers-ères sont formés. L'eau «communautaire» revient à 40% du prix de l'eau «privatisée».

<sup>2</sup> François PATENAUDE, *L'Aut'journal*, n° 159, mai 1997.